



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

N° 253 Juin 2010

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

## J'AI ENTENDU L'APPEL DU 18 JUIN 1940

par **Raoul BÉTEILLE**, ancien député, président du comité d'Honneur du MIL

J'ai entendu l'appel du 18 juin 1940. J'avais seize ans. Jamais je n'oublierai cette voix venue de Londres jusqu'à Nîmes grâce au merveilleux «poste de T.S.F.» dont mon père, homme du seizième siècle (il ne lui manquait que la fraise à la Médicis, il n'a jamais accepté de se servir d'un stylographe et c'est tout juste s'il n'écrivait pas avec une plume d'oie), s'était finalement rendu acquéreur. Il s'y était résolu compte tenu des signes avant-coureurs, plus qu'inquiétants pour un être aussi lucide que lui, qu'avaient accumulés l'été de 1938, les tribulations d'Édouard Daladier et de Neville Chamberlain avec Hitler et Mussolini lors des accords de Munich, ainsi que tant d'autres évidences dont un De Gaulle encore inconnu de la plupart des Français était pour ainsi dire le seul, dans les hautes sphères, à mesurer l'extrême gravité.

Oui, j'ai tout entendu grâce à cet instrument moderne que j'ai encore dans ma cave. J'ai d'abord entendu Paul Reynaud dire aux Américains, d'une voix tragique et, pour l'heure, inutile : «*Nous avons des droits sur vous...*» Je devais entendre un jour

avec indignation Pierre Laval déclarer dans son parler grasseyant : «*Je souhaite la victoire de l'Allemagne* ». Mais je me rappelle surtout mon désespoir infini lorsque le maréchal Pétain annonça en chevrotant : «*C'est le coeur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat.* » Et je me rappelle enfin avoir pleuré, mais cette fois d'exaltation patriotique, quand j'entendis le Général prononcer la phrase salvatrice (et lourde, il est vrai, de l'annonce de tant d'héroïsme et de sacrifices) : «*Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.* »

Il paraît que bien peu de gens ont eu ma chance radiophonique et d'aucuns pensent que je prends - en quelque sorte rétrospectivement - mes désirs pour des réalités. Non. Et c'est depuis le 18 juin 1940 que je suis gaulliste. Fidèlement gaulliste.

Ce que j'écris en ce moment n'est pas orienté vers je ne sais quelles habiletés de politique contemporaine, C'est un geste de piété irrépressible.

Quelles que soient les réserves que chacun peut faire, dans sa liberté de pensée et d'expression, sur telle ou telle des grandes décisions qu'a prises le Général après 1958, il



est une grande vérité : le 18 juin 1940, ce géant - comme l'appelle Bernard Fauconnier dans le titre de son dernier livre\* - ce géant a sauvé la France.

Sans même parler de la honte ineffaçable dont elle aurait été salie, que serait devenue notre patrie si,

lors de la défaite infligée quatre ans plus tard à l'Allemagne hitlérienne, elle avait pour ainsi dire été vaincue en même temps qu'elle pour ne pas s'être battue contre elle jusqu'au bout ? Sans même parler de son désintéressement et de sa vénération pour la France, ou du moins pour « une certaine idée de la France », l'homme dont nous honorons la mémoire avait une vision du monde - et une prévision de l'avenir - d'une acuité et d'une justesse totales. Et l'on ne peut qu'être saisi de pitié pour son auteur quand on lit, cette fois, le livre qui vient d'être publié sous le titre *Pauvre de Gaulle* et qui a été salué par la presse de gauche elle-même comme une imbécillité d'une rare envergure.

Oui, le 18 juin 2000, après soixante ans de combat, notre émotion et notre piété filiale doivent être - et sont - intactes, invincibles. Nous en revenons ainsi, tout naturellement à l'actualité et aux batailles sans cesse livrées par le MIL : le souvenir et la fidélité sont les ressorts puissants de notre action quotidienne.

\* *L'être et le géant*, Editions des Syrtes, 2000

## L'APPEL DU 18 JUIN 1940

par le **Général Alain de BOISSIEU** (†)

Compagnon de la Libération, ancien président du Comité d'Honneur du Mouvement Initiative et Liberté

Pourquoi le Général de Gaulle a-t-il fait l'Appel du 18 juin ? L'auteur l'a expliqué dans ses Mémoires de guerre dans le 1er volume, au chapitre LA PENTE, il écrit en effet, à la date du 16 mai : "Alors au spectacle de ce peuple perdu et de cette route militaire, au récit de cette insolence méprisante de l'adversaire je me sens soulevé d'une fureur sans bornes... La guerre commence infiniment mal. Il faut donc qu'elle continue. Il y a pour cela de l'espace dans le monde. Si je vis je me battrais où il faudra, tant qu'il faudra jusqu'à ce que l'ennemi soit défait et lavée la tâche nationale. Ce que j'ai pu faire par

la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu."

Lorsque le 17 juin le Général de Gaulle a senti que le gouvernement Pétain allait demander l'armistice, il est reparti pour Londres, où il était la veille pour négocier le transport des forces françaises, encore disponibles, vers l'Afrique du Nord. Il avait fait savoir à Winston Churchill qu'il n'accepterait pas de cesser le combat, conformément aux engagements de la France avec son alliée la Grande Bretagne.

Revenu à Londres le Général de Gaulle demanda à utiliser la radio pour lancer le célèbre Appel aux

Français, "qui se trouvaient en Angleterre ou qui viendraient à s'y trouver, pour continuer la lutte auprès de son alliée, il fait remarquer que la France métropolitaine n'est pas seule dans le monde (il le répète trois fois)." Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique. "Elle peut comme l'Angleterre utiliser sans limite l'immense industrie des Etats-Unis."

"Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale."

"Foudroyés aujourd'hui par une force mécanique nous pourrions

vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure."

"Quoi qu'il arrive la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas !"

Au Général Noguès, Commandant en Chef sur le théâtre d'opérations d'Afrique du Nord, qui tient en main la décision de la poursuite du combat en Afrique, il adresse un premier télégramme : "Suis à Londres en contact officieux et direct avec le Gouvernement britannique. Je me tiens à votre disposition soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toute démarche qui pourrait vous paraître utile."

Le 19 juin le Général de Gaulle parle de nouveau à la radio de Londres pour inciter l'Afrique à rester dans la lutte : "Dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies. Il ne serait pas tolérable que la panique de Bordeaux ait pu traverser la mer. Soldats de France, soyez debout!"

"Tout Français qui porte encore les armes a le devoir absolu de continuer la résistance..."

Le 20 juin, alors que le Général Weygand lui a ordonné de rentrer en France, le Général de Gaulle, sachant que les conditions d'armistice sont très dures (certaines dépêches d'agence font croire à des conditions sévères concernant la Marine française), essaye d'entraîner cet ancien chef d'état-major de Foch dans la poursuite du combat et la non-application de l'Armistice outre-mer : "Je crois devoir vous dire très simplement que je souhaite pour la France et pour vous, mon Général, que vous sachiez et puissiez échapper au désastre, gagner la France d'Outre-Mer et poursuivre la guerre." Le Général de Gaulle ajoute dans son message qu'il ne répondra à la convocation de Weygand que si l'armistice n'est pas signé.

Le 24 juin, tout est consommé; la signature devenue réalité, le Général de Gaulle télégraphie de nouveau au Général Noguès pour l'informer de la constitution en cours d'un Comité national français pour mener la résistance et lui demander d'en faire partie, et précise : "Tous, ici, vous considèrent comme devant être le grand chef de la Résistance française" (Voilà démentie par les archives cette prétendue intention du Général de Gaulle d'avoir fait l'Appel du 18 juin pour des motifs d'orgueil et de je ne sais quelle soif du pouvoir!).

Il télégraphie dans ce sens au Général Mittelhauser, à Monsieur Puaux respectivement Commandant en chef au Levant et Haut-Commissaire en Syrie et au Liban, de même au Général Catroux gouverneur général de l'Indochine et au général Legentilhomme à Djibouti, pour leur demander de faire partie du Comité national.

Ces appels sont restés sans réponse favorable sauf du côté de Catroux et de Legentilhomme, pourquoi ?

Tous ces personnages ont écrit leurs mémoires, tous mettent en avant l'influence du Maréchal Pétain et celle de Weygand sans oublier celle de l'Amiral Darlan sur leur décision. Tous admettent que le sort de

l'Afrique du Nord et de la bataille de la Méditerranée dépendait de l'attitude de l'Espagne. Car les Allemands étaient dans l'incapacité d'attaquer l'Angleterre et l'Afrique du Nord sans la complicité de l'Espagne. Or Franco refusa en 1940 à Hitler et refusera de nouveau en 1942 le passage de la Wehrmacht à travers l'Espagne. Les archives

et surtout à la France. Avec la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, puis dans toute l'Afrique, enfin dans l'Océan indien, il n'y aurait pas eu le drame de MERS EL KEBIR, il n'y aurait pas eu d'opération de DAKAR, ni du GABON, il n'y aurait pas eu d'opération de SYRIE, pas d'opération de MADAGASCAR, il n'y aurait pas eu de débarquement allié, mais malheureusement sanglant, en Afrique du Nord, ni de sabordage de la Flotte à Toulon !

Toute l'Afrique aurait été maintenue dans la guerre et ce continent tout entier aurait bénéficié pendant trois ans de la mise en place et de la création d'une infrastructure alliée, qui lui aurait servi après la guerre et permis un décollage économique.

La guerre aurait dur, une année de moins, le débarquement par le sud et par le nord pouvait se réaliser dès 1943 ; combien de vies humaines, en particulier de déportés, auraient pu être épargnées ?

L'Histoire a déjà jugé ceux qui de bonne foi ou non, n'ont pas suivi les appels du Général de Gaulle et se sont lourdement trompés en juin 1940. Il convenait de le souligner 50 ans après.

Texte repris de Vigilance et Action N°38 de juin 1990

**Charles de GAULLE**  
9 novembre 1970 - 2010 : Il nous a quittés depuis 40 ans

**«C'est la grandeur de la France de ne s'arrêter jamais, car, pour elle, cesser d'agir reviendrait à disparaître»**

*J. de Gaulle*

**www.lemil.org**  
La droite civique, gaulliste et patriote

allemandes l'avaient démontrées et lors de son voyage en Espagne, en 1970, le Général de Gaulle reçut cette confirmation de la bouche même du Général Franco.

Cette faute de jugement du Gouvernement de Vichy sur l'attitude de l'Espagne coûtera cher aux alliés

## Qui étaient les Français Libres fin juin 1940 ?

par **Michel CARAGE** (†)

Compagnon de la Libération, ancien secrétaire général du Mouvement Initiative et Liberté

Quelques officiers subalternes, sous-officiers et hommes du rang de la Brigade de Chasseurs Alpins de retour de Norvège ; d'autres notamment parmi les blessés évacués de Dunkerque.



Près d'un bataillon de la Brigade de Légion Etrangère de retour de Norvège. Quelques officiers de marine, officiers mariniers et marins.

Essentiellement près d'un millier de jeunes gens de 17 à 20 ans, venus indi-

viduellement en Angleterre malgré l'ennemi par les moyens maritimes les plus divers, du caboteur au petit canot à voile ; originaires d'un peu toutes les provinces de France dont beaucoup de Bretagne ; des apprentis, des lycéens, des étudiants ; tous des "nationaux", c'est-à-dire des patriotes.

Leurs motivations étaient l'honneur de leur patrie aux côtés des Britanniques continuant le combat, la volonté d'action face à une jeunesse allemande venant de se couvrir de gloire.

Ils n'étaient que l'avant garde de quelques milliers de Français Libres qui, dès 1940/41, renforcé de dizaine de milliers d'autres de 1943 à 1945, ont servi pour l'honneur et la reconquête de leur pays, jamais pour une quelconque idéologie, a plus forte raison pour celles qui avaient conduit ce pays au bord du gouffre.

Texte repris de Vigilance et Action N°38 de juin 1990

## 18 juin 1940 – 2010 : Il y a 70 ans

par **Georges FLICOURT**

Officier parachutiste de la France Libre, vice-président du MIL, Croix de guerre avec palme

Il y a 70 ans, la France venait de subir une des plus cuisantes défaites de son histoire. Malgré leur courage, et souvent leur héroïsme, nos soldats, fausement protégés par une ligne Maginot illusoire, ne purent résister à l'offensive allemande déclenchée le 10 mai.

Mal préparées, insuffisamment équipées, dirigées par des généraux incompétents, nos armées furent écrasées sous les bombes des stukas par le déferlement des blindés nazis. Un million des nôtres furent faits prisonniers et envoyés dans des camps en Allemagne.

Les troupes allemandes occupaient Paris et approchaient des Pyrénées. La plus grande partie de notre pays était envahie. Un gouvernement non légitime, camouflé derrière le prestige d'un maréchal, héros de 14 - 18, venait de capituler en demandant l'armistice alors que notre flotte (la 3<sup>ème</sup> du monde) était intacte et que nos colonies étaient encore libres. Tout semblait définitivement perdu.

C'est alors qu'à la radio de Londres (la B.B.C.), un général français au nom prédestiné, mais peu connu, Charles de Gaulle, lança son appel devenu historique. Celui-ci fut peu entendu directement, mais il devait avoir d'énormes conséquences pour l'avenir de notre pays. Grâce à lui, des militaires français purent continuer le combat. Notre drapeau fut présent sur tous les théâtres d'opérations dans le monde entier à côté de nos alliés anglais, américains et russes.

Grâce à lui, une résistance active put être organisée sur le sol national. Elle eut une action déterminante pour la libération de notre pays, quatre ans plus tard. Grâce à lui, la France était présente à la signature des actes de capitulation du régime nazi. Grâce à lui, la France restait une grande nation. Soixante-dix ans après, les Français ne doivent pas oublier cette page si importante de notre Histoire.

# ÊTRE GAULLISTE AUJOURD'HUI

par Jacques GODFRAIN, ancien ministre, membre du comité d'Honneur du MIL

Parler aujourd'hui de l'économie, c'est nécessairement parler de la mondialisation, de l'ouverture des frontières, du libre-échange international, de la concurrence et des sacrifices à faire en retour. De la France et des Français, il n'en est plus question. Pourtant, pour nous, les gaullistes, au début, il y a la France et les Français.

Dans ce contexte de mondialisation, la voix du général de Gaulle résonne comme un appel à la résistance : il est temps, nous dit cette voix, de reconstruire ce lien social absolu qui unit la nation, le peuple et

l'Etat, ce lien consubstantiel qui lie la République et la démocratie.

Or, quel est le paradoxe du gaullisme aujourd'hui ? Plus de Gaulle est loué, encensé, unanimement reconnu, même par ses adversaires d'hier - qui n'est pas gaulliste aujourd'hui ? - plus de Gaulle s'éloigne. Plus de Gaulle est mis en scène, plus il est oublié : devenu une icône vide, transformé en mythe, récupéré par une intelligentsia autrefois gauchiste, de Gaulle est dépossédé de l'essentiel de sa pensée politique. Car le gaullisme ne se réduit pas à du pragmatisme.

Si le gaullisme n'a jamais été un dogmatisme doctrinaire, il se caractérise en réalité par une pensée politique forte, dont le point d'ancrage est ce double lien, d'abord entre la pensée et l'action, ensuite entre l'action et les circonstances : agir, en fonction des circonstances, dans le seul intérêt de la France et des Français, tel est le gaullisme.

Aujourd'hui encore, de Gaulle est mal lu, ou il n'est pas lu, car il en est de de Gaulle comme de Napoléon : la gloire du militaire fait oublier la fécondité du penseur, son extraordinaire lucidité et sa dimension vi-

sionnaire. Le rêve de puissance militaire flatte en effet plus aisément l'esprit des peuples. On se souvient des guerres, on oublie, après la signature de la paix, le temps de la reconstruction. Or, de Gaulle est tout aussi important, pour la France, au moment de la reconstruction, qu'au moment de « l'appel du 18 Juin ». Dans les deux cas, ce qui prévaut, c'est une « certaine idée de la France ».

## UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

Cette phrase, qui ouvre les *Mémoires de guerre* du Général de Gaulle, est d'une importance capitale pour comprendre le rapport qui existe entre la France et le gaullisme : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire autant que la raison. » Ignorer cette phrase, c'est méconnaître, à la fois, la force et la logique de la pensée gaullienne, sa cohérence absolue.

De Gaulle n'a-t-il pas écrit : « Au fond des victoires d'Alexandre, on trouve toujours Aristote » ? La référence à Aristote n'est pas un hasard, le gaullisme se veut héritier d'une pensée fondée sur la raison qui naît avec Aristote. Il n'est pas question de réduire le gaullisme au principe maurassien\* de l'empirisme organisateur, encore moins d'accepter de l'inscrire dans ce que Bernard-Henri Lévy nomme « l'idéologie française » et qui ferait du gaullisme une sorte de régression nationale et conservatrice d'une essence douteuse, que seule l'entrée en résistance aurait permis de maquiller.

Il n'est pas de France sans ouverture sur le monde, comme le symbolise son extraordinaire façade maritime ; il n'est pas de France sans la prise en compte de ce monde global qui est le nôtre aujourd'hui. Il n'est

**Charles de GAULLE**  
22 novembre 1890 - 2010 : Il est né il y a 120 ans

**« Toute ma vie,  
je me suis fait  
une certaine idée  
de la France.  
La France  
ne peut être  
la France  
sans la grandeur. »**

*J. de Gaulle*

**www.lemil.org**  
La droite civique, gaulliste et patriote

pas de France sans l'Europe. D'ailleurs, de Gaulle était-il contre l'Europe ? Sûrement pas, même s'il se faisait une certaine idée de

l'Europe, par sentiment et par raison, idée qui est celle des Etats-nations. Ce que de Gaulle voulait, c'était l'indépendance de la France et non son isolement.

Il existe donc, pour nous, les gaullistes, d'abord la France et les Français, sans crispation ni nostalgie d'un monde passé, sans démagogie électoraliste. Il existe la France et les Français, l'une n'allant pas sans les autres, idée simple qu'il faut pourtant sans cesse rappeler et qui contredit les experts de la mondialisation heureuse, qui affirment que la France va bien mais que les Français ne le savent pas. Car les Français, nous disent ces mêmes experts, sont ignorants de la chose économique. Finalement, le libéralisme libertaire n'est rien d'autre qu'un stalinisme à l'envers, puisqu'il prône le sacrifice des générations actuelles pour assurer le bonheur des générations futures. Encore ce mythe destructeur de l'homme nouveau que tous les totalitarismes ont voulu faire naître : l'homme nouveau communiste, l'homme nouveau des nazis,

l'homme nouveau de l'intégriste musulman. . .

Plus soumois, car paré des habits d'une modernité qui entretient la confusion entre liberté et libertarisme, voici que surgit, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'*Homo economicus* nouveau, libéré des contraintes géographiques, débarrassé de tout repère éthique, l'oeil fixé sur les cours de la Bourse, gérant sa fortune en direct sur Internet, trouvant son accomplissement dans la dissolution du lien social. Car il n'est plus question de cet effort national incarné pendant trente ans par le général de Gaulle, cet effort accompli par tous, chacun étant en droit d'attendre, en juste retour, le partage des fruits de la croissance, la République assurant, dans le même temps, le bon fonctionnement de l'ascenseur social. Or, avec cette dissolution du lien social, il est à craindre que l'idéologie du libéralisme libertaire ne soit la justification des totalitarismes de demain. Car ce qui reste, au-delà des idéologies du passé, c'est la question sociale.

## LA QUESTION SOCIALE

Toujours la question sociale, diront certains. Mais pourquoi ne pas relire de Gaulle ?

Les textes clefs, les voici :

« La question sociale, toujours posée, jamais résolue, (...) est l'origine des grandes secousses que l'univers a subies (...). C'est la même question toujours posée, jamais résolue, qui, aujourd'hui, pousse le monde vers un drame nouveau. (...) Elle domine tout et (...) l'épée de Damoclès restera suspendue tant que, dans la société, chaque homme ne

trouvera pas sa place, sa part et sa dignité. »

Ce premier texte, d'une actualité brûlante aujourd'hui encore, date pourtant du 1<sup>er</sup> mai 1950. Pour de Gaulle, la question sociale, « toujours posée, jamais résolue », entraîne l'affaiblissement des nations, il fallait donc agir.

On constate alors, dans ces textes, que de Gaulle associe toujours indépendance nationale, développement économique et transformation sociale. Cette idée apparaît dès 1940-1943, lors du séjour à Lon-

dres. Les discours et les messages de l'époque, construits sur le thème de la participation, en témoignent.

On relira avec profit la conclusion du fameux discours d'Oxford, qui date du 15 novembre 1941. De Gaulle, en pleine guerre, se projette déjà dans l'avenir : « Si complète que puisse être, un jour, la victoire (...) des nations démocratiques, (...) rien n'empêchera la menace de renaître plus redoutable que jamais, rien ne sauvera l'ordre du monde, si le parti de la libération, au milieu de l'évolution imposée aux sociétés par le progrès mécanique moderne, ne

parvient à construire un ordre tel que la liberté, la sécurité, la dignité de chacun y soient exaltées et garanties... On ne voit pas d'autre moyen d'assurer en définitive le triomphe de l'esprit sur la matière. »

Assurer le triomphe de l'esprit sur la matière, tel est l'enjeu que de Gaulle assigne à la politique. Ce message est celui d'Aristote, il est celui du Siècle des Lumières, il est celui de Tocqueville, il est aussi celui du gaullisme. Rien ne change : le combat pour les idées de progrès, de justice sociale et de démocratie se poursuit éternellement : l'histoire

n'a pas de fin, seules les circonstances changent. Avec de Gaulle, nous avons appris que l'action politique n'est pas vaine. Elle est même devenue encore plus essentielle, car, avec l'effondrement des grandes idéologies et la disparition de

l'ancienne vision manichéenne du monde, le réel apparaît dans toute sa complexité. En même temps, les logiques de développement de l'après-guerre, à l'abri des frontières protectrices et de l'étendue des grands empires, ont atteint, depuis

longtemps, leurs limites. De Gaulle le savait, lui qui voyait la France et le monde avec trente ans d'avance. Car le gaullisme est le contraire du pilotage à vue ou du pragmatisme lié à une forme de renoncement devant la complexité du réel. La volonté doit-

elle disparaître ? Bien-sûr que non. Pour comprendre cela, il nous faut revisiter les idées fondamentales du gaullisme.

## LES IDÉES FONDAMENTALES DU GAULLISME

Première idée : l'action politique n'est pas vaine.

Deuxième idée : la politique doit conduire l'économie et non pas l'inverse.

Troisième idée : l'action politique ne doit poursuivre qu'un but, consolider la communauté nationale.

Quatrième idée : consolider la communauté nationale, c'est développer

la société participative dans tous les domaines.

Cinquième idée : l'indépendance ne signifie pas l'isolement.

Soyons clairs là encore : la pensée du gaullisme ne commence ni ne s'arrête à « l'appel du 18 Juin », même si cet appel, contre l'infâme renoncement pétainiste, symbolise l'essence même de cette pensée. Si l'histoire a fait de l'appel du 18 Juin le

point d'ancrage du gaullisme, de Gaulle a constamment dépassé la problématique militaire. La guerre est certes ce qui permet de faire naître, immédiatement, le sentiment national et l'idée de défense de la patrie. En temps de paix, sentiment national et patrie s'estompent au point de devenir désuets pour certains. Aujourd'hui, la polémique sur les coûts de l'Etat-nation, la décentralisation,

l'ouverture physique et virtuelle des frontières, l'internationalisation du capital conduisent certains à nier l'idée même de nation. Le monde est notre village, nous sommes devenus citoyens du monde. La vente sur Internet tient lieu de projet social planétaire. Belle utopie qui masque la réalité.

## L'IDÉE DE NATION

L'idée de nation reste d'une éminente actualité pour les républicains ; elle n'est pas le refuge des nostalgiques de la militarisation ou des va-t-en-guerre. En y regardant de près, on s'aperçoit que les convictions nationales recouvrent l'idée même de la devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité.

Jean-Louis Debré écrit, fort justement (Jean-Louis Debré, *Le Gaullisme n'est pas une nostalgie*, Robert Laffont, 1999.) : « La nation seule permet à la devise républicaine Liberté, Egalité, Fraternité, d'être cohérente. La Liberté seule détruirait l'Egalité et ferait des maîtres et des esclaves de ceux qui ont de la chance et de ceux qui n'en ont pas. Sans s'il n'y avait que l'Egalité, elle dégènerait en égalitarisme, étoufferait la Liberté, la créativité, et appauvrirait chacun. Seule la Fraternité im-



pose la réunion de ces deux valeurs qui, livrées à elles-mêmes, entreraient spontanément en conflit l'une avec l'autre. »

Et c'est tout aussi justement qu'il fait, à la suite de Péguy, de la Fraternité « le terme central de la devise de la République », car la République ne confond pas liberté et libéralisme, elle ne confond pas égalité et égalitarisme. L'excessive liberté du libéralisme libertaire conduit à nier l'idée même de nation, car le capitalisme financier n'a pas de patrie.

Etre gaulliste aujourd'hui a donc un sens. Ce n'est ni une attitude passéiste, ni la nostalgie d'un monde révolu, ni un comportement désuet qui ferait sourire : c'est au contraire le signe d'un engagement d'une extrême modernité, dès l'instant que ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la nation dans le contexte d'une coopération européenne, mondiale, car, désormais, la réflexion ne s'arrête pas à l'Europe. La concurrence est mondiale, la guerre économique est une

réalité. Mais cette guerre ne peut pas se dérouler sans règles, car, depuis la chute de Berlin, c'est la planète entière qui vit selon les règles de l'économie de marché, les derniers pays communistes et les pays pauvres constituant un formidable réservoir de mains-d'œuvre à très bas prix, facilement exploitables hors de tout repère éthique.

*\*(Maurice Barrès a certes influencé la pensée du général de Gaulle. Lorsqu'il se définit, Barrès parle de « l'alliance de l'intelligence la plus haute à l'émotivité la plus intense ». Les deux premières phrases des Mémoires de guerre reprennent cette idée. En même temps, sentiment national, esprit patriotique, enracinement et syncrétisme religieux, fortement liés chez Barrès, se retrouvent chez de Gaulle. Mais l'engagement de Barrès auprès de la droite nationaliste au moment de l'affaire Dreyfus, ses prises de position ultranationalistes, une action politique qui se réduit au principe du « pragmatisme organisateur » suffisent pour montrer que de Gaulle n'est pas un penseur barrésien.)*

**VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)**

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... Portable ..... Télécopie ..... Courriel .....@.....  
Date et lieu de naissance ..... Je souhaite être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?  
Profession .....

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année .....

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple : 30 €  Cotisation chômeur, jeune (-25a) : 15 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

# MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE